

Les subsides

Le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) intervient continuellement à la Chambre pour demander au gouvernement quelles mesures il prend pour venir en aide à la petite entreprise. Ses collègues déclarent tout de go qu'ils n'ont pas l'intention de protéger les droits des petites entreprises et qu'ils vont nationaliser ce secteur. Où vont-ils s'arrêter? On va nationaliser la petite entreprise, nationaliser le secteur agricole, nationaliser Dieu sait quoi encore. C'est une honte. Après quoi le ministre de la Justice intervient pour nous dire que dès 1968, le premier ministre voulait reconnaître le droit à la propriété. Il est passé maître en l'art de retourner sa veste. Il est tout près à la retourner dans un sens ou dans l'autre pour regagner la faveur des électeurs. Il a vu les résultats du sondage, les 52 p. 100 notamment et c'est pourquoi il propose de sanctionner le droit à la propriété.

Nous nous demandions comment nous allions pouvoir atteindre 55 p. 100. J'ai appris aujourd'hui qu'ils recueillaient 19 p. 100 des intentions de vote. Ils vont perdre 3 p. 100 pour se retrouver à 6 p. 100, et nous, nous aurons 55 p. 100. L'intervention du député est tout à fait digne de la prochaine campagne électorale. Cela m'a vraiment fait plaisir quand il a terminé en déclarant qu'on pouvait simplement être propriétaire de sa maison et de son exploitation agricole. Cela m'assure le vote de tous les propriétaires de petites entreprises et les locataires de ma circonscription qui possèdent des meubles. Le NPD m'a aidé à me débarrasser du NPD dans ma circonscription. Je me réjouis qu'ils aient présenté cet amendement, mais j'estime qu'il ne vaut pas tripette et je pense, monsieur le Président, que vous êtes d'accord avec moi sur ce point.

Notre parti est probablement le dernier défenseur de la liberté au Canada. Le mot latin «libra» implique la liberté et à une époque, libéralisme et liberté étaient synonymes. Les libéraux l'ont oublié. Ils essaient aujourd'hui de s'en souvenir après avoir pris connaissance des sondages. Nous avons toujours défendu le droit à la propriété et les droits et libertés des individus.

Si nous remontons à la Déclaration des droits de M. Diefenbaker que mon collègue de Richmond-Delta-Sud (M. Siddon) a mentionnée à maintes reprises durant son discours, c'est là que nous trouverons exactement ce que nous réclamions. Nous n'avons jamais changé d'orientation. Nous n'avons jamais prétendu que nous supprimerions le droit de propriété de la Constitution. Nous avons toujours approuvé sa rétention. J'ai trouvé difficile, et je l'ai fait simplement parce qu'on me l'a demandé, de me prononcer en faveur de la Constitution quand le droit à la propriété n'y était pas consacré. Nous enlevions quelque chose aux Canadiens.

D'autres orateurs ont signalé que le député de Provencher (M. Epp), le député de Calgary-Ouest (M. Hawkes), le député de Rosedale (M. Crombie) et le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) avaient passé six mois au comité à exposer cette question très importante aux yeux des Canadiens. Il ne s'agit pas de débattre la question encore six mois, six semaines ou six jours. Le ministre de la Justice devrait présenter une motion à 11 heures lundi matin. Nous devrions alors la mettre aux voix et l'adopter pour donner satisfaction aux Canadiens que nous représentons et qui doivent être entendus à la Chambre.

Il est étonnant de constater comment les libéraux et les néo-démocrates tentent maintenant de s'entendre au sujet du nombre de jours à y consacrer en comité. Le droit de propriété a été retranché pour une seule raison, pour obtenir leur appui. Ils

savaient qu'ils n'obtiendraient pas notre appui, que nous serions contre. Heureusement, ils commencent à se montrer un peu plus raisonnables. C'est étonnant comme ils peuvent si souvent changer subitement d'avis, ce dont ils nous accusent parfois. Ce sont eux les grands coupables. Leur dernier budget, monsieur le Président, était un véritable jeu de bascule. Ils sont allés du socialisme à outrance au capitalisme le plus servile envers les multinationales, sans rien accorder au citoyen ordinaire. Ils l'ont oublié. Leur passage d'un extrême à l'autre a été si radical qu'ils ont laissé pour compte tous les Canadiens qui se trouvent entre les deux. Je doute qu'ils aient fait quoi que ce soit pour ceux qui en ont le plus besoin.

• (1510)

J'ai de la sympathie pour les néo-démocrates parce qu'ils sont entre le marteau et l'enclume. Le député de Churchill (M. Murphy) se prosterne devant le premier ministre de sa province. Je me demande comment les représentants de la Colombie-Britannique vont faire, la semaine prochaine, pour aller frapper aux portes quand ils sont contre le droit à la propriété, alors que leader de l'opposition de cette province est en faveur de celui-ci? Les citoyens de la Colombie-Britannique n'y comprendront rien.

Une déclaration des droits et des libertés qui englobe le droit à la propriété fait partie de notre patrimoine. Le député de Crowfoot (M. Malone) a fait référence à la Grande Charte. Je ne peux pas moi-même remonter aussi loin, mais je me contente de nos droits fondamentaux et de notre patrimoine.

M. Malone: C'est là où tout a commencé.

M. Fennell: Je comprends cela. Je sais comment tout cela a commencé, mais ma mémoire n'est pas aussi longue que la vôtre. Je me rappelle seulement que mon père avait une exploitation agricole et que je me suis retrouvé avec une exploitation agricole. C'est ce que je vois. C'est là notre patrimoine. C'est là notre liberté.

Le député de Crowfoot m'a donné des idées, mais il les a déjà presque toutes exposées. L'un de ses arguments est très important. Je crois que le principe du droit à la propriété est symbolique des efforts que nous déployons au cours de notre vie, des efforts que nous faisons au travail, des efforts que nous mettons à posséder des choses. L'un de ses arguments concernait le droit de se réunir et ce qui arriverait si le gouvernement possédait tous les immeubles, comme c'est le cas, par exemple, en Pologne. Je crois que le NPD devrait tenir compte de ce qui est arrivé au syndicat Solidarité. Cela montre bien ce qui se produit lorsque le droit à la propriété n'existe pas. Le NPD devrait s'en souvenir, lui qui appuie avec tellement de ferveur le syndicat Solidarité. J'admire beaucoup Lech Walesa pour ce qu'il a enduré afin d'essayer de restaurer la démocratie dans son pays même s'il savait que c'était là une cause perdue. Que s'est-il produit lors de la révolution hongroise? Cette révolution a eu lieu parce qu'on a refusé aux Hongrois le droit à leur patrimoine. On leur a enlevé le droit à la propriété. Pourquoi les Russes sont-ils si dociles? Parce que lorsqu'ils ne le sont pas, on les envoie fabriquer des Lada en Sibérie.

J'estime surtout que le droit à la propriété ne se limite pas à la possession d'une maison. Je parle du droit de posséder une exploitation agricole ou un chalet pour les gens qui ont trimé dur toute leur vie pour s'acheter un coin de terre tranquille, ou